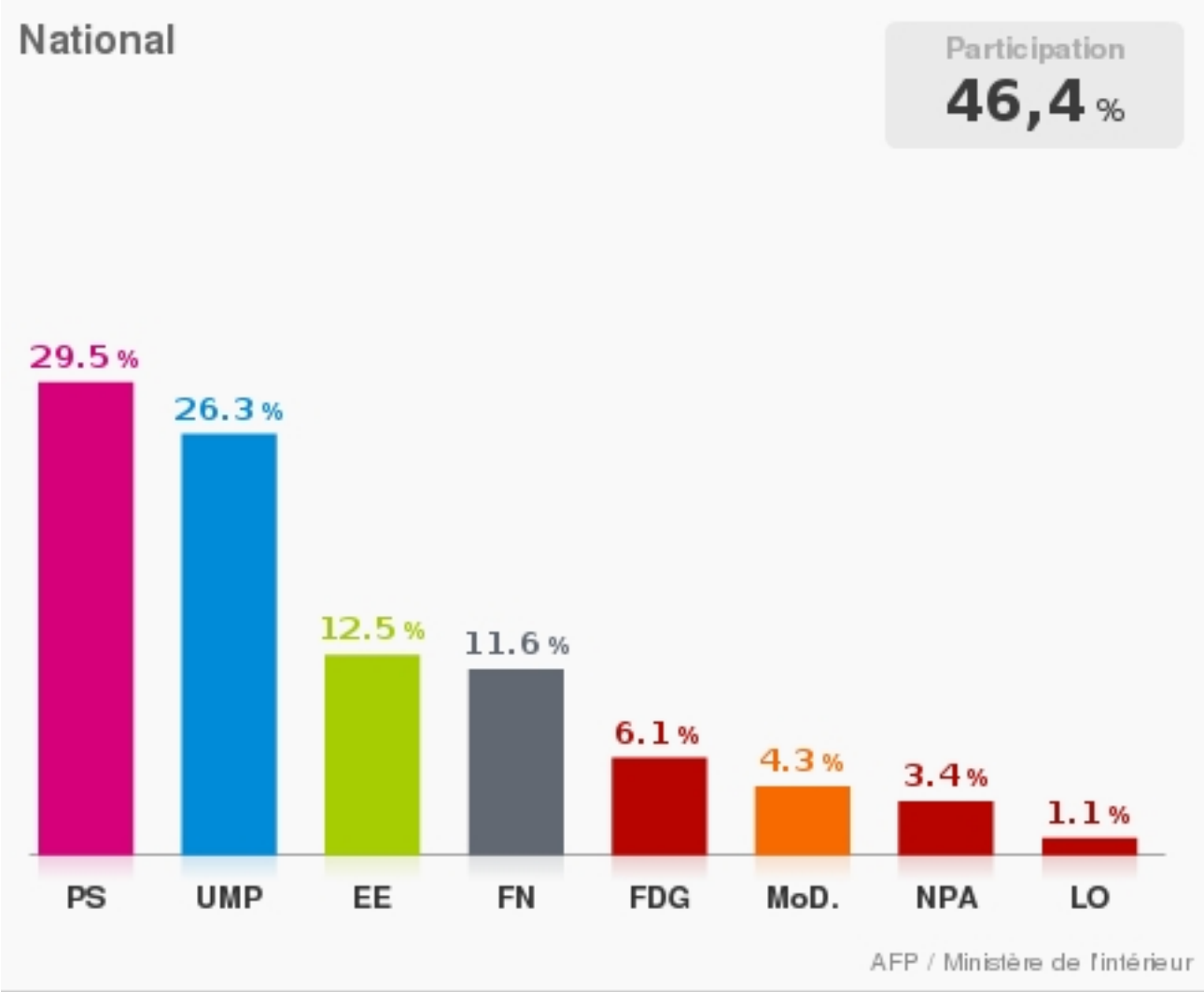


Premier fait marquant du premier tour des élections régionales en France: un niveau d'abstention record de plus de 50% de l'électorat, taux qui monte à 70% dans la banlieue parisienne. Les partis traditionnels, UMP et PS en tête, ont tout fait pour que les préoccupations réelles de la population soient absentes de cette campagne. Cette abstention massive, en particulier dans les classes populaires, marque ainsi un désaveu cinglant des partis qui se succèdent au pouvoir. Les résultats des listes UMP montrent que le gouvernement de Sarkozy et sa politique antisociale sont de plus en plus impopulaires.

Par ailleurs, la campagne a été pourrie par le déferlement d'un racisme violent orchestré par la droite afin de faire diversion: lancement du débat nauséabond sur "l'identité nationale", attaques répétées contre les musulmans, violence contre les sans-papiers, sans parler des propos haineux de ministres... Mais c'est le FN qui a raflé la mise! Avec 6,1% pour le Front de Gauche, 3,4% pour le NPA et 1,1% pour Lutte Ouvrière, la gauche radicale subit de plein fouet l'abstention massive et la volonté des électeurs-trices de sanctionner nationalement la droite en se servant d'un PS qui ne s'est pourtant pas distinguée d'elle dans la gestion des régions où

elle gouverne. (LCR-Web)

Déclaration du NPA au soir du premier tour

Deux enseignements majeurs sortent de ce premier tour des régionales:

- L'ampleur de l'abstention choisie par des millions de jeunes, de travailleurs, de chômeurs qui ont en grande partie voulu signifier leur désaveu vis-à-vis des partis qui se succèdent au pouvoir et qui sont responsables de l'aggravation de leurs conditions d'existence;

- La vigueur du rejet de la droite et de Sarkozy au pouvoir, complices des grands actionnaires et des classes les plus riches, qui font payer la facture à la majorité de la population, qui détruisent les services publics et les acquis sociaux, a nourri la poussée du PS et d'Europe Ecologie.

Ce rejet de la droite a permis au PS et à ses alliés qui gouvernent 20 régions depuis 2004 de ne pas être sanctionnés sur leur bilan.

Par ailleurs, la campagne de premier tour qui s'achève a été pourrie par le déferlement d'un racisme inquiétant dont le FN a largement bénéficié.

Nous remercions les électrices et les électeurs qui se sont exprimés en faveur des listes présentées par le NPA ou des listes unitaires auxquelles il participe. Globalement notre score est décevant même si certaines listes semblent obtenir un score encourageant. Nous analyserons plus en détail ces éléments et leurs causes dans les jours qui viennent.

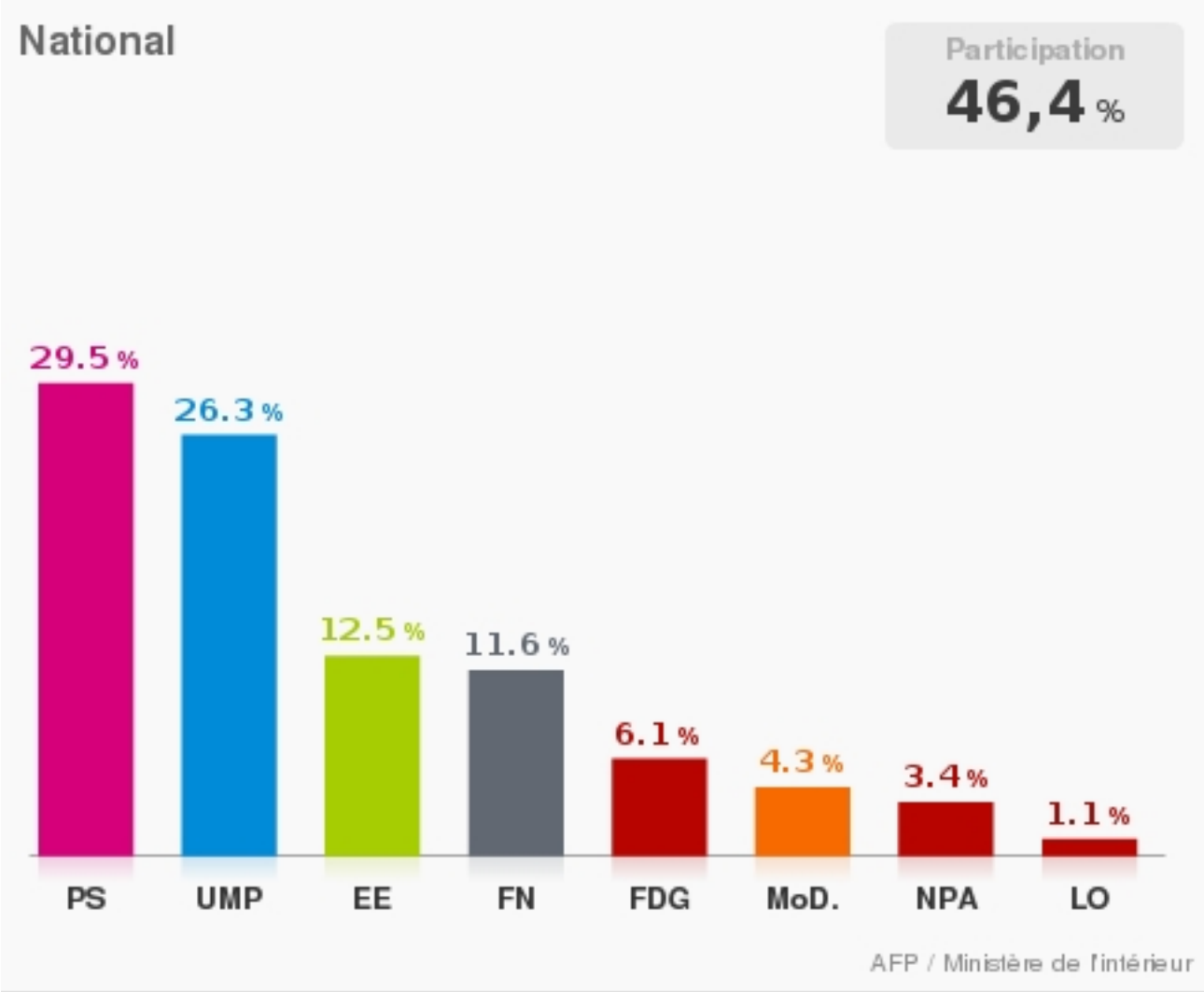
Pour dimanche prochain, nous appelons les électrices et les électeurs à confirmer et amplifier les résultats du premier tour en infligeant la défaite la plus importante possible aux listes soutenues par Sarkozy et l'UMP. Sanctionner la droite est une nécessité absolue, même si nous pensons que les futures majorités de gauche ne seront pas plus un rempart contre la politique de Sarkozy qu'elles ne l'étaient ces dernières années. Cependant, ce ne sera pas suffisant pour bloquer sa politique.

A l’image de ce qui se passe en Grèce, sous un gouvernement socialiste, cela risque fort d’empirer dans les semaines qui viennent. Pas question de payer leur crise ! Comme le font les jeunes, les travailleurs, les chômeurs et les retraités grecs, il faut préparer un troisième tour social !

Le 23 mars doit constituer une première étape de la convergence des luttes pour les retraites, les salaires, l'interdiction des licenciements. Et c'est bien autour de ces exigences que nous voulons construire l'unité la plus large contre la droite, les patrons et les banquiers.

Paris, 14 mars 2010, 20H15.

Comité exécutif du Nouveau parti anticapitaliste.



Résultats des listes soutenues par le NPA

Alsace --- liste NPA --- Yvan Zimmermann --- 8.550 --- 1, 64%

Aquitaine --- liste NPA --- Philippe Poutou --- 27.264 --- 2, 52%

Auvergne --- liste NPA Alterékolo --- Alain Laffont --- 20.031 --- 4, 19%

Basse Normandie --- liste NPA PG --- Christine Coulon --- 24.046 --- 4, 99%

Bourgogne --- liste NPA PG FASE --- Sylvie Faye-Pastor --- 22.290 --- 4, 32%

Bretagne --- liste NPA-MOC-MPG --- Laurence de Bouard --- 27.401 --- 2, 49%

Centre --- liste NPA --- Michel Lasserre --- 20.341 --- 2, 60%

Champagne-Ardennes --- liste NPA PG --- Anthony Smith --- 18.448 --- 4, 87%

Franche Comté --- liste NPA --- Laurence Lyonnais --- 13.086 --- 3, 28%

Haute Normandie --- liste NPA --- Christine Poupin --- 14.633 2, 56%

Ile de France --- liste NPA --- Olivier Besancenot --- 90.312 --- 3, 13%

Languedoc-Roussillon --- liste FG NPA --- René Revol --- 76.414 --- 8, 59%

Limousin --- liste FG NPA --- Christian Audouin --- 36.634 --- 13, 13%

Lorraine --- liste NPA --- Jean-Noël Bouet --- 14.819 --- 2, 24%

Midi Pyrénées --- liste NPA MOC --- Myriam Martin --- 29.319 --- 2, 89%

Nord Pas Calais --- liste NPA --- Pascale Montel --- 36.869 --- 3, 00%

Pays de Loire --- liste FG NPA --- Marc Gicquel --- 58.897 --- 5, 00%

Picardie --- liste NPA --- Sylvain Desbureaux --- 17.254 --- 3, 00%

Poitou Charentes --- liste NPA FASE --- Myriam Rossignol --- 11.431 --- 1, 85%

Provence Alpes CA --- liste NPA Alternatifs --- Pierre Godard --- 30.810 --- 2, 11%

Rhône Alpes --- liste NPA Myriam Combet --- 41.537 --- 2, 43%

Une claque pour Sarkozy

Le résultat est sans appel: la droite au pouvoir a essuyé un échec cuisant et il faut s'en réjouir. Une victoire, même relative, au premier tour des régionales aurait conforté Sarkozy dans la poursuite de sa politique de casse sociale. Le score des européennes (même médiocre au regard de la participation aux votes) avait incité l'équipe au pouvoir à accélérer les mauvais coups. Avec 26% environ des suffrages exprimés, elle est derrière le Parti socialiste dans quasiment toutes les régions, sans aucune réserve de voix pour le second tour. Même les huit ministres en lice ont été défaits, parfois plus que les autres candidats de l'UMP. Une preuve de plus que, malgré les enjeux régionaux, c'est bien la politique du pouvoir qui a été désavouée.

L'impopularité grandissante de ce gouvernement et de son président qui se croyait tout-puissant, explique ce mauvais score électoral de l'UMP. Dimanche dernier, une partie de l'électorat a souhaité sanctionner la politique dévastatrice de Sarkozy et Fillon. Aussi l'idée du «tout sauf Sarkozy» a grandi: si on ne peut pas, pour l'instant, arrêter les attaques de la droite dans la rue, on peut la sanctionner dans les urnes. Le vote utile, doublé d'un vote sanction, a fonctionné à plein, plus qu'une adhésion de fond en faveur du Parti socialiste.

Ainsi, le PS rafle la mise et, dans une moindre mesure, Europe Écologie qui réussit moins bien qu'en juin 2009, obtient autour de 12% des voix. Les aspirations écologistes légitimes de la population expliquent ce résultat, même si Europe Écologie n'incarne en rien un parti «anti-système», différent de la gauche institutionnelle aux manettes dans les régions.

Et si beaucoup pensent, dans ce pays, que les élections ne changent rien, ils n'ont pas fait payer au PS et à ses alliés la gestion, en réalité libérale, des régions et ce, d'autant que le PS s'est bien attaché à ne pas mener de campagne électorale. Sa posture étant uniquement celle d'un parti gestionnaire qui sait bien tenir les cordons de la bourse!

Pour marquer son ras-le-bol, il a paru plus «utile » alors de saisir un bulletin PS, voire EÉ. Le type même de scrutin (absence de proportionnelle, donc peu de chances de faire élire des représentants de partis politiques plus petits et non présents dans les institutions) amplifie le phénomène.

Mais ce qui marque à nouveau cette élection, c'est évidemment l'abstention massive (autour de 54%, un chiffre jamais atteint aux régionales). Que révèle-t-elle? Elle confirme un désamour profond et durable entre une grande partie de la population, la classe politique et ses institutions.

À quoi sert de voter si on ne voit jamais d'amélioration dans son quotidien? Certes, tous les partis sont concernés et ont été touchés par l'abstention. C'est pourtant encore et toujours parmi les classes populaires, au sein de la jeunesse que l'on s'abstient le plus. C'est-à-dire ceux et celles pour qui la note de la crise est particulièrement salée. Ce mouvement abstentionniste semble profond et risque d'être durable. La crise actuelle avec ses conséquences sociales désastreuses ne peut qu'approfondir la tendance.

Dans ce contexte, comment s'étonner du score du Front national. Si ce «retour » du FN a de quoi inquiéter, ce n'est malheureusement pas une surprise. Si les frontistes ont repris du poil de la bête (immonde), ils le doivent en partie à l'UMP avec son débat glauque et nauséabond autour de l'identité nationale et sa désignation haineuse de boucs émissaires que l'on va toujours chercher, en période de crise, du côté des immigrés, des sans-papiers et des jeunes des quartiers, et non pas des capitalistes fauteurs de crise. Au-delà des élections, il est urgent et nécessaire de reconstruire un front antifasciste et antiraciste large. Pour la suite, même si on ne se fait aucune illusion sur l'alliance électorale de type gauche plurielle qui se dessine aujourd'hui entre le PS, Europe Écologie et le Front de gauche, et même si la défaite de la

droite dimanche 21 mars est quasi annoncée, il faut qu'elle soit la plus cinglante possible: le NPA appelle donc à battre la droite et l'extrême droite dans toutes les régions. À nous de convaincre maintenant que cela ne sera pas suffisant et que les prochains rendez-vous devront être sociaux et dans la rue.

Myriam Martin

NPA: Des bilans à tirer

Disons-le clairement, les résultats obtenus par le NPA à ces élections régionales ne sont pas bons. La moyenne sur l'ensemble des 21 régions où nous étions présents s'établit à 3,4%. Si on ne tient pas compte des trois régions où le NPA a fait alliance avec le Front de gauche, les résultats s'établissent à 2,85% contre 4,98% de moyenne nationale lors des européennes de 2009. C'est donc un très net affaiblissement. Dans aucune de ces dix-huit régions, nous ne franchissons la barre des 5%, même si avec 4,99% il s'en faut de quelques dizaines de voix en Basse-Normandie. Dans les trois régions où nous faisions liste commune avec le Front de gauche, les résultats sont un peu meilleurs. C'est surtout vrai dans le Limousin avec 13,13% où la liste se maintiendra au second tour suite aux positions inacceptables du PS. En revanche, en Pays de la Loire, pour quelques dizaines de voix là encore, la liste n'atteint pas les 5%, bien loin des scores cumulés des élections européennes.

L'abstention qui s'élève à 53, 6% a une nouvelle fois particulièrement touché les quartiers populaires avec des chiffres de participation n'excédant pas les 30% dans de nombreuses villes, parfois moins. Toutefois, lors des élections européennes de 2009, l'abstention avait atteint 59, 37%. D'une élection à l'autre et même si les deux scrutins ne sont pas de même nature, il y a donc eu une petite augmentation de la participation de 5,8%. L'abstention ne saurait donc expliquer notre baisse. Sur les dix-huit régions conduites par une tête de liste NPA, nous perdons 258000 voix, soit 35% des suffrages de juin 2009. Les études sur la composition et la structuration des électorats permettent de tirer de premiers enseignements (voir notamment l'étude du CSA sur son site). À ces élections, les votes en faveur du NPA apparaissent clairement comme issus de l'électorat classique de l'extrême gauche. Dit autrement, c'est surtout parmi les ouvriers et les employés que nous perdons du terrain.

Autre modification majeure par rapport à toutes les précédentes consultations, la forte asymétrie dans le rapport homme/femme de notre électorat. À ces régionales, le ratio s'établit à 65 électeurs pour 35 électrices contre une parité parfaite auparavant. Difficile de ne pas faire le

rapprochement avec la présence et la médiatisation d'une candidate voilée sur une liste du NPA.

Mais cette explication, si elle est bien réelle, ne saurait expliquer la faiblesse de nos résultats. Globalement, c'est d'ailleurs l'ensemble des scores à la gauche du PS qui sont décevants, l'extrême gauche en général étant particulièrement touchée. La faiblesse de la mobilisation sociale à cet automne a bien sûr pesé lourd. Fondamentalement, face à la brutalité de la crise, face à la violence de la politique du gouvernement Sarkozy, nous n'avons pas démontré qu'il était utile de voter pour nous.

Le rejet des conséquences de la crise demeure pourtant fort dans ce pays. Face à la droite et sa politique de destruction sociale, il y a urgence à imposer des politiques de rupture, des politiques anticapitalistes et donc indépendantes du Parti socialiste. À nous désormais de trouver les voies pour rendre notre projet audible plus largement.

Régionales : le vote du Front de gauche et d'Europe écologie

Avec ce premier tour des élections régionales, Europe Écologie s'installe comme deuxième force politique de gauche et le Front de gauche parvient à enrayer le déclin du PCF.

Si la poussée du PS est manifeste, ce n'est pas le seul enseignement des régionales pour la gauche. En accordant 12, 47% des suffrages à Europe Écologie et 6,95% au Front de gauche présent dans dix-sept régions (dont trois en alliance avec le NPA), électrices et électeurs de gauche ont voulu marquer leur préoccupations écologistes et sociales à des socialistes sourds à ces aspirations. Même si son score est inférieur à celui obtenu aux européennes, le rassemblement Europe Écologie s'installe au plan électoral comme la seconde force politique à gauche. Les raisons de ce succès sont multiples. Au premier plan, des préoccupations écologistes fortes dans la population, liées pour l'essentiel à l'inquiétude sur l'avenir de l'humanité du fait de la crise climatique. Même si le programme des Verts et de leurs alliés ne porte pas une réponse à la hauteur des enjeux ce qui supposerait de rompre avec le modèle de production capitaliste, il n'en demeure pas moins qu'ils incarnent l'écologie plus que quiconque. Les écolos captent en même temps une aspiration au renouvellement de la classe politique même si cela ne correspond pas à la réalité car les principaux responsables de ce courant politique sont largement mouillés dans le jeu institutionnel, en alliance avec le PS, dans les

conseils régionaux sortants et au gouvernement entre 1997 et 2002.

Du côté du Front de gauche, le résultat est plutôt bon dans le contexte. Il est difficile de comparer d'une élection à l'autre car en 2004, le PCF a présenté des listes indépendantes dans sept régions alors que le Front de gauche était présent cette fois dans dix-sept d'entre elles. Mais pour prendre deux exemples comparables, le PCF perd en pourcentage en Île-de-France, en Auvergne et en Limousin (ici malgré une alliance large allant jusqu'au NPA) et gagne des points en Aquitaine. Aux régionales, le Front de gauche enregistre une moyenne de 6,95% contre 6,45% aux européennes mais avec des résultats très contrastés et des pointes dans les bastions traditionnels PCF. Le fait est qu'en choisissant l'alliance avec le Parti de gauche, le PCF, lors de ces deux élections, a enrayé son déclin continu entamé dans les années 1980 sans pouvoir toutefois inverser la courbe et rencontrer une dynamique nette.

« (Les) élus (du Front de gauche) agiront sans trêve pour que les régions soient des boucliers face à la politique antisociale du pouvoir et des lieux d'innovation pour des politiques alternatives au libéralisme » indiquait l'éditorialiste de l'Humanité, le 16 mars. Un discours déjà entendu en 2004 quand le PCF, allié du PS, prenait la direction d'une écrasante majorité de régions et qui ne s'est pas traduit dans les faits.

Le Front de gauche est confronté à d'épineuses questions. Celle du leadership entre Jean-Luc Mélenchon et les dirigeants communistes avec une concurrence qui ira crescendo en avançant vers les présidentielles. Celle des rapports avec le PS, tant le risque est fort de décevoir les espoirs populaires dans un gouvernement d'union de la gauche relooké. Malgré tout, nous sommes prêts à la fois à poursuivre le débat avec le Front de gauche sur les perspectives politiques et à agir ensemble pour bloquer la politique de Sarkozy tout de suite, et d'abord en œuvrant au succès de la mobilisation pour la défense des retraites.

Fred Borras

Paru dans Hebdo TEAN # 47 (18/03/10).